

Comme Barre et Stoléru LE PCF SOUHAITE «UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE RETOUR AU PAYS» POUR LES IMMIGRÉS

• Les propos de Barre annonçant de nouvelles mesures contre l'immigration (voir QdP du 7 octobre) suscitent déjà de nombreuses réactions d'hostilité et de révolte. Le groupe parlementaire du PCF vient lui aussi de réagir, sous la forme d'un communiqué

La position du PCF envers l'immigration a toujours été d'une très grande ambiguïté. Si les luttes des travailleurs immigrés ont parfois amené le PCF à apporter un soutien en paroles, les contradictions, elles, ont toujours été nombreuses. L'hostilité à peine camouflée du PCF à la lutte des résidents des foyers Sonacotra en est un exemple probant. En retour, cette hostilité crée d'ailleurs des contradictions au sein du PCF lui-même (QdP du 30 septembre). Le fait que les travailleurs immigrés refusent la mainmise du PCF, le fait qu'ils ne votent pas, le fait qu'ils fassent généralement partie de ces couches de la classe ouvrière, les plus exploitées, qui entrent nettement en contradiction avec l'ouverture du PCF aux cadres et autres ingénieurs, tout cela concourt à creuser le fossé entre le parti révisionniste et les travailleurs immigrés.

Plus fondamentalement, il y a la position politique du PCF envers l'immigration. Quand les députés de ce parti se prononcent «contre toute nouvelle immigration», quand ils se

prononcent pour «une véritable politique de retour», ils ne font que reprendre ce qui est le fondement de l'attitude du parti de Marchais envers l'immigration.

AU NOM DE L'INTÉRÊT NATIONAL...

En novembre 77, à un moment où le PCF espérait encore parvenir au pouvoir, à un moment donc où il fignolait son projet, Colpin, membre du BP, avait explicité la politique de son parti envers l'immigration. Il se prononçait contre les mesures Stoléru, mais il faut voir pourquoi :

— parce que ces mesures ont un caractère raciste, «ce qui porte un lourd préjudice au rayonnement de la France dans le monde».

— parce que «le départ de 150 000 immigrés ne fournirait que 10 000 emplois pour les travailleurs français».

— parce que leur départ «porterait de surcroît un préjudice grave à notre économie. Les travailleurs immigrés construisent une

maison sur deux, une automobile sur trois, 90 km d'autoroute sur 100».

— enfin, aider au départ des immigrés, «c'est mettre en cause leur contribution irremplaçable au maintien de la production dans de nombreux secteurs économiques décisifs».

rendu public vendredi. S'ils dénoncent les mesures Barre en chantier, les députés du PCF dénoncent aussi «la libre circulation de la main d'œuvre» et ils se prononcent «pour l'arrêt de toute nouvelle immigration».

— enfin, aider au départ des immigrés, «c'est mettre en cause leur contribution irremplaçable au maintien de la production dans de nombreux secteurs économiques décisifs».

Nous y voilà ! ce qui détermine le PCF par rapport aux mesures du gouvernement, ce qui le détermine plus généralement par rapport aux travailleurs immigrés, c'est la place que ceux-ci occupent dans l'appareil de production national. On en revient au «fabriquons français», qui substitue «l'intérêt national» aux intérêts propres de la classe ouvrière, on en revient aux campagnes chauvines du PCF à propos de l'élargissement du marché commun, à la «défense de l'agriculture française» en passant sous silence les différenciations de classes à l'intérieur de la paysannerie, etc... on en revient enfin au projet politique même du PCF, qui consiste à essayer de placer l'impérialisme français en meilleure posture face à ses concurrents.

DANS LE CAMP DE LA BOURGEOISIE

L'existence simultanée en France, aujourd'hui, d'un important contingent d'immigrés et d'un important contingent de chômeurs peut amener deux types de réponse ; celle de la bourgeoisie au pouvoir, qui, au delà des nuances, en vient à dire que la diminution du nombre d'immigrés amènerait automatiquement une diminution du nombre des chômeurs ; celle aussi des travailleurs ou des révolutionnaires, pour qui c'est bien la bourgeoisie qui est responsable du chômage, comme des conditions de vie et de travail scandaleuses de nos frères de classe les immigrés.

Au nom d'une «prise en compte des problèmes économiques», au nom d'un pseudo intérêt national qui unirait patrons et ouvriers, le PCF apporte au problème de l'immigration la réponse de la bourgeoisie.

Nicolas DUVALLOIS

Réactions à un coup de sonde

Après le sondage du *Matin* sur les chances de perspectives de Mitterrand et Rocard pour les élections présidentielles, l'un des intéressés, Rocard, a pris position sur le sondage, déclarant : «Ces sondages ne rendent pas service à la démocratie», et ajoutant : «Pour le moment, François Mitterrand est premier secrétaire du PS, c'est à lui qu'il incombe de dire s'il est candidat ou non à l'élection présidentielle de 1981». Rocard a également annoncé qu'il ne serait pas candidat aux élections européennes, pour ne pas cumuler les mandats.

Sur le même sondage, Estier a déclaré : «Je suis d'accord avec Rocard, ce sondage ne sert pas la démocratie». Ajoutant quelques amabilités : «C'est surtout la droite qui préfère Rocard. Or, dans l'isolement, la droite préfère Giscard. C'est donc Mitterrand qui reste le mieux placé comme candidat de la gauche à l'élection présidentielle».

Rhône : règlement de comptes au PS

Cinq des treize secrétaires fédéraux du PS du Rhône ont été démis de leurs fonctions par le premier secrétaire, Roland Bernard. Il leur est reproché «d'avoir entamé la cohésion du courant majoritaire sur des problèmes de fonctionnement». Il n'y aurait pas de raisons vraiment politiques à ces rétrogradations, selon les dirigeants de la fédération. Les cinq secrétaires fédéraux écartés de leurs fonctions ont déclaré : «La décision prise à notre encontre est nulle et non avenue parce qu'anti-statutaire». Ils affirment leurs intentions de porter le débat devant les militants et les instances du parti socialiste.

Citations abusives

Ces derniers temps, *L'Humanité* avait fait grand cas dans ses colonnes de déclarations de Chevènement, estimant qu'elles «confortaient» les arguments du PCF sur le virage à droite du PS. La manœuvre étant un peu grosse, Chevènement a dû protester contre cette utilisation de ses propos, écrivant notamment : «Les erreurs du PS n'excluent malheureusement pas celles du PCF». Et de rappeler qu'il était bien militant du PS, et non du PCF. Certains auraient pu s'y tromper.

Débat sur le financement de la campagne électorale européenne

Vendredi dernier, Debré a vigoureusement protesté contre les modalités de financement de la campagne pour l'élection au Parlement européen. Il a déclaré refuser qu'«une commission d'étrangers, présidée par un étranger puisse distribuer des sommes qui, provenant de fonds perçus pour des affectations précises par les traités, ne peuvent être distribuées pour une propagande électorale sans approbation de l'Assemblée nationale ou du Sénat».

Re-polémique autour du conseil constitutionnel

Suite à l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de Christian de la Malène, Chirac avait virulemment mis en cause non pas l'institution, mais les hommes qui la composent, en particulier son président Roger Frey. Guichard vient à la rescousse de ce dernier, en écrivant dans un journal local : «Si l'on veut que l'institution conserve sa dignité, il faut accorder aux hommes le crédit de leur honneur. Ou alors il faut des raisons graves, et s'en expliquer publiquement. L'insinuation n'est pas de bonne méthode. Elle ne peut en tout cas toucher Roger Frey, premier secrétaire général de l'UNR en 1958, que la confiance du général de Gaulle a gardé six ans au ministère de l'Intérieur et que celle de Georges Pompidou a placé à la présidence du Conseil constitutionnel.» Un épisode de plus de la petite guerre qui oppose Chirac aux «gaullistes historiques».

RESTRICTION DE L'AFFICHAGE

Le Sénat a adopté le projet de loi gouvernemental visant à restreindre l'affichage, notamment politique, en imposant des amendes très lourdes pour les contrevenants. Face à cette atteinte aux libertés démocratiques, le PS a jugé utile de s'abstenir.

BIGEARD ET LES VACHES

Le général Bigeard, toujours fidèle à lui-même, a déclaré récemment : «Marchais parle des travailleurs, mais moi je suis fils du peuple. Je lui propose un face à face télévisé : on amènera une vache sur le plateau et on verra lequel des deux sera capable de la traire».

PCI - PCF : des contradictions derrière les sourires

À l'issue de leurs entretiens, Marchais et Berlinguer ont publié un communiqué commun, qui déclare notamment : «Les deux dirigeants ont réaffirmé leur commune volonté d'agir, dans les conditions propres à leurs pays respectifs, pour les intérêts immédiats de leurs peuples, en même temps que pour des réformes démocratiques profondes répondant aux problèmes fondamentaux de l'Italie et de la France. Ils soulignent qu'au cœur de la stratégie de leurs partis se trouve leur choix d'une voie démocratique vers un socialisme fondé sur la démocratie et le pluralisme. Cette orientation irréversible — qui a été réaffirmée par la déclaration tripartite de Madrid en mars 1977 et qui est à la base de ce qui est appelé l'eurocommunisme — est mise en

œuvre en toute indépendance dans l'activité politique des deux partis (...). Une attention particulière a été consacrée à la préparation de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Les communistes italiens et français, prenant en compte la diversité des conditions dans lesquelles leurs partis développent leur politique et la diversité des positions existant sur certains aspects de la politique communautaire, sont résolus à faire de cette consultation un moment important de leur lutte pour faire prévaloir des orientations économiques et progressistes capables de donner une réponse positive aux grands problèmes posés par la crise dans les pays respectifs au niveau européen.»

Ce texte est surtout un

constat de désaccord. Malgré des affirmations répétées sur la volonté de «prendre des initiatives communes», les deux partis sont en contradiction sur l'élargissement de la communauté européenne. Sous couvert de défendre «les intérêts immédiats de leurs peuples», le PCF et le PCI s'opposent de façon irréductible sur cette question, le PCI ayant une position proche de celle du PCE.

Notons que, sur les problèmes de politique intérieure, les deux partis se sont déclarés pour la recherche de «l'union des forces de gauche et démocratiques». L'accord sur ce point est tout aussi superficiel, l'Union de la gauche sauce PCF n'ayant qu'un lointain rapport avec le compromis historique pratiqué en Italie.